



AMERIQUE/BRESIL - L'Eglise et la Coupe du monde de football

Brasilia (Agence Fides) – Les représentants des villes qui accueilleront les matchs de la Coupe du Monde de football de 2014 se sont réunis les 16 et 17 octobre au siège des Œuvres pontificales missionnaires de Brasilia afin de réfléchir sur la présence de l'Eglise dans le cadre de cet événement international. La réunion a été présidée par l'Archevêque de Maringá (PR), par ailleurs Président de la Pastorale pour le Tourisme, S.Exc. Mgr Anuar Battisti, et a vu la participation des membres de la Commission pour la Pastorale du Peuple de la rue et pour la Pastorale de la femme marginalisée.

Selon la note envoyée à l'Agence Fides par la Conférence épiscopale brésilienne, au cours de la réunion, ont été pris en considération les défis sociaux liés à la Coupe du Monde tels que les expulsions, l'exploitation sexuelle, la propreté des villes et les aspects religieux. A également été créé un groupe de travail national afin de coordonner les comités diocésains. Le groupe en question a décidé d'établir un calendrier commun d'activités, de rédiger un texte relatif aux défis et perspectives impliquant l'Eglise dans le cadre de cet événement et de préparer les opérateurs pastoraux à l'accueil des touristes.

Ces jours-ci en effet, à Brasilia, la presse a cité les propos de Mgr Battisti : « Un événement de cette ampleur influence la vie des pays qui l'accueillent ». Il suffit de penser aux personnes impliquées dans la construction des infrastructures ou victimes des expulsions forcées dans les zones proches des chantiers des nouveaux stades. « L'Eglise ne peut se taire face aux expulsions. Nous devons être proches des expulsés » a déclaré l'Evêque, rappelant également les phénomènes causés par l'événement qui ne peuvent pas ne pas interroger l'Eglise. « Le risque de prostitution augmente, sachant qu'il intéresse les jeunes mais aussi les adolescents, ce qui est déjà une réalité dans notre pays ».

Selon des données publiées par Amnesty International, 19.200 familles ont été expulsées à Rio de Janeiro depuis 2009, lorsque le gouvernement a commencé à ouvrir les chantiers des infrastructures, routes, parking et autres œuvres considérées comme étant nécessaires à la Coupe du Monde et aux prochains Jeux olympiques. (CE) (Agence Fides 26/10/2013)